



COMMUNE DE ZUDAUSQUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Saint-Omer

Canton de Lumbres

Commune de Zudausques

Séance du 28 avril 2026

**Objet : Administration générale
Indemnités des élus**

L'an deux mil vingt-six, le 28 avril à 18H00, le conseil municipal s'est réuni en la salle d'honneur sous la présidence de M. Didier BEE, maire de la commune, en suite de la convocation en date du 23 avril 2026 dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie (salle d'honneur) et publié sur le site de la commune.

Étaient présents : Didier Bée, Arminda Giovacchini, Bruno Helleboid, Anne-Gaëlle Gawlowicz, Jacques Bocquet, Colette Lemaire, Philippe Guillemant, Ludovic Ribreux, Audrey Deluen, Jean-Pierre Declerck, Lucie Wissocq, Maryne Mouquet, Didier Popieul, Christelle Leroy (14/15)

Était absent excusé :

Pouvoir : Yannick Deroo à Didier Popieul (1/15)

Secrétaire de séance : Arminda Giovacchini

Nombre de conseillers en exercice : 15

Nombre de votants : 14

Nombre de suffrages exprimés : 15

Vote(s) pour : 15

Vote(s) contre : 0

Vu les articles L 2123-20 à L 2123-24-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article R 2123-23 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°92-108 du 03 février 1992 modifiée relative aux conditions d'exercice des mandats locaux,

Vu la loi n°2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l' élu local et portant revalorisation des indemnités de fonction des maires et des adjoints,

Vu le procès-verbal d'installation du conseil municipal en date du 20 mars 2026 constatant l'élection du maire et de quatre adjoints au maire,

Considérant que pour cette nouvelle mandature la commune passe de la strate des communes de 500 à 999 habitants à celle de 1.000 à 3.499 habitants,

Considérant l'exposé ci-dessous :

Monsieur le maire rappelle **les principes et règles qui régissent les indemnités des élus locaux** :

- L'exercice d'un mandat local est par principe gratuit (art. L. 2123-17 du CGCT). Toutefois, afin de tenir compte des dépenses et sujétions qui peuvent résulter de fonctions électives, le législateur a reconnu le droit à certains élus locaux de percevoir une indemnité de fonction dans certaines conditions.
- Cette indemnité de fonction n'a pas la qualité de salaire ou de rémunération : elle constitue une compensation, dont le versement doit être prévu par la loi. **Il est également conditionné**

à l'exercice effectif des fonctions et ne peut dépasser un plafond fixé par catégorie de mandat en fonction de la population de la collectivité.

- L'indemnité de fonction du maire n'a pas besoin de faire l'objet d'une délibération de l'organe délibérant pour être attribuée à celui-ci. Le maire bénéficie automatiquement d'une indemnité de fonction fixée par l'article L. 2123-23 du CGCT à un taux qui dépend de la strate de sa commune (dans le cas d'espèces 55,7% de l'indice brut terminal de la fonction publique).
- Ce n'est que si le maire en fait la demande, et que le conseil municipal accepte, que ce dernier peut prévoir par délibération une indemnité de fonction inférieure au taux légal.
- Les organes délibérants peuvent prévoir dans leur règlement intérieur la modulation des indemnités de fonction de leurs membres en fonction de leur participation effective aux séances plénières et aux réunions des commissions dont ils sont membres (art. L. 2123-24-2, L. 3123-16, L. 4135-16 du CGCT). La réduction éventuelle de ce montant ne peut néanmoins dépasser, pour chaque élu, la moitié de l'indemnité pouvant lui être allouée.

Il expose également les conditions de mise en œuvre des indemnités après chaque renouvellement:

- Lorsque l'organe délibérant est renouvelé, il doit obligatoirement délibérer sur les indemnités de ses membres dans les trois mois suivant son installation.
- Afin de garantir une transparence et faciliter le contrôle, toute délibération concernant les indemnités de fonction est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées.
- Chaque indemnité de fonction ne peut dépasser un taux maximum, fixé par la loi par catégorie de mandat et croissant avec la population de la collectivité. **Ces taux ne correspondent pas à des montants bruts en euros mais à un pourcentage** du montant correspondant à l'indice terminal de l'échelle de la rémunération de la fonction publique, c'est-à-dire l'indice brut 1027 (indice majoré 835) tel que fixé par le [décret n° 82-1105](#) du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique.
- Ainsi si la délibération définit les indemnités par référence à un pourcentage, toute revalorisation du point d'indice sera applicable automatiquement aux indemnités des élus. En revanche si la délibération définit les indemnités par référence à un montant exprimé en euros, l'application de la revalorisation n'est pas automatique. Il appartiendra alors à l'organe délibérant d'adopter une nouvelle délibération pour permettre, le cas échéant, aux élus de bénéficier de l'augmentation du point d'indice.

Enfin Il précise la définition de « l'enveloppe indemnitaire » :

- Pour attribuer des indemnités de fonction à ses élus, le conseil municipal doit respecter une condition spécifique : il doit s'assurer que la somme des indemnités qu'il accorde à certains de ses élus ne dépasse pas le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au maire et aux adjoints telles que fixées par le CGCT. Ce plafond constitue « l'enveloppe indemnitaire globale ».
- Doivent être contenues dans l'enveloppe indemnitaire globale :
 - Les indemnités du maire et des adjoints **ayant reçu délégation de fonction de la part du maire** (dans le cas d'espèces le maire et quatre adjoints au maire) ;
 - **S'il le souhaite**, les indemnités que le conseil municipal décide d'accorder à des conseillers municipaux ayant reçu délégation de fonction de la part du maire et, dans les communes de moins de 100 000 habitants, aux conseillers municipaux sans délégation. Ces indemnités ne peuvent se cumuler et ne peuvent dépasser 6 % de l'IBT (art. L. 2123-24-1 du CGCT).

Aussi pour Zudausques, classée dans la strate de population des communes de 1.000 à 3499 habitants, l'enveloppe indemnitaire maximale prévue par le texte en vigueur est de **141,22%** (55,70% + 4 X 21,38%).

Ceci étant rappelé, comme il l'a pratiqué lors des deux précédentes mandatures, monsieur le maire propose de fixer son indemnité de fonction à un taux inférieur au taux légal qu'il lui est affecté de droit. Cette proposition, si elle était retenue par le conseil municipal, permettrait de dégager une enveloppe permettant d'indemniser l'ensemble des membres du conseil municipal. Il propose aux adjoints au maire d'en faire de même.

Après avoir présenté un tableau sur lequel sont comparés les indemnités 2020-2026 et celles prenant en compte, à compter de ce nouveau mandat, la nouvelle state de population (plus de 1.000 habitants), monsieur le maire détaille ce qu'il propose d'allouer aux élus municipaux.

Pour le maire il propose de ne pas appliquer les 55,7 % de l'indice brut terminal de la fonction publique (pourtant de droit sauf délibération du conseil municipal) et d'allouer l'indemnité en vigueur pour la strate inférieure (500 à 1.000 habitants) **soit 44,3 %**.

Pour l'ensemble des adjoints il propose également de ne pas retenir le taux maximum de 21,38% prévu par le texte en vigueur et de fixer le pourcentage de l'indice brut terminal de la fonction publique comme suit :

- **Pour la première adjointe** au regard de l'ampleur des délégations par rapport aux autres adjoints il propose d'allouer le **taux de 17%**
- **Pour les autres adjoints au maire** il propose d'allouer le **taux de 15%**

Pour les cinq conseillers municipaux délégués il propose d'allouer le **taux de 4,5%**

Pour les cinq conseillers municipaux sans délégation il propose d'allouer le **taux de 2%**

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

1. D'accepter la proposition de monsieur le maire de ne pas octroyer les taux maximums en vigueur pour les fonctions de maire et d'adjoint au maire et ainsi de pouvoir répartir l'enveloppe globale au profit de l'ensemble des élus municipaux ;
2. De fixer les taux des indemnités des maire, adjoints, conseillers municipaux délégués, et conseillers municipaux selon le tableau joint en annexe et de préciser que le maire et les adjoints renoncent à la perception de la totalité des indemnités pour dégager l'enveloppe nécessaire à l'octroi d'une indemnité à l'ensemble des élus municipaux ;
3. De procéder au mandatement des indemnités des élus à compter du 1 er mai 2026.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget de chaque exercice budgétaire.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le maire de Zudausques dans le délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente décision ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits. Pour extrait conforme

Cachet



Le maire,
Didier Bée.

La ou le secrétaire de séance



République Française

 Département du Pas-de-Calais

 Arrondissement de Saint-Omer

 Canton de Lumbres

 Commune de Zudausques

 Séance du 28 avril 2026

Annexe

Strate de population 1.000 à 3.499 habitants

Nom-Prénom	Fonction	Taux indemnité de base maximum prévue par les textes pour strate 1000 à 3499 habitants (En % de l'indice brut 1027) (1)	Taux indemnité de base voté par le conseil municipal (En % de l'indice brut 1027)	Montant brut mensuel
BEE Didier	Maire	55,70%	44,30%	1820,96
GIOVACCHINI Arminda	1 ^{er} adjoint	21,38%	17,00%	698,79
HELLEBOID Bruno	2 ^{ème} adjoint	21,38%	15,00%	616,58
GAWLOWICZ Anne-Gaëlle	3 ^{-ème} adjoint	21,38%	15,00%	616,58
BOCQUET Jacques	4 ^{-ème} adjoint	21,38%	15,00%	616,58
LEMAIRE Colette	Conseiller municipal délégué 1		4,50%	184,97
GUILLEMANT Philippe	Conseiller municipal délégué 2		4,50%	184,97
DELUEN Audrey	Conseiller municipal délégué 3		4,50%	184,97
DECLERCK Jean-Pierre	Conseiller municipal délégué 4		4,50%	184,97
WISSOCQ Lucie	Conseiller municipal délégué 5		4,50%	184,97
RIBREUX Ludovic	Conseiller municipal 6		2,00%	82,21
MOUQUET Maryne	Conseiller municipal 7		2,00%	82,21
POPIEUL Didier	Conseiller municipal 8		2,00%	82,21
LEROY Christelle	Conseiller municipal 9		2,00%	82,21
DEROO Yannick	Conseiller municipal 10		2,00%	82,21
	TOTAL	141,22%	138,80%	